

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi matin, 22 mars 2017

Direction des finances

11 2016.RRGR.892 Postulat 190-2016 Hässig Vinzens (Zollikofen, PS) Installation de capteurs solaires et assainissements énergétiques: effets sur la fiscalité

N° de l'intervention: 190-2016
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 13.09.2016
Déposée par: Hässig Vinzens (Zollikofen, PS)
(porte-parole)
Masson (Langenthal, PS)
Hofmann (Berne, PS)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 117/2017 du 8 février 2017
Direction: Direction des finances

Installation de capteurs solaires et assainissements énergétiques: effets sur la fiscalité

Le Conseil-exécutif est chargé d'examiner:

1. dans quelle mesure l'installation de capteurs solaires a des effets pervers sur le plan fiscal et comment les éliminer. Il montrera si cela fait une différence, selon que l'installation bénéficie de la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC) ou d'une rétribution unique, et selon que le maître d'ouvrage est un particulier ou une personne morale;
2. si d'autres types d'assainissement énergétique ont également des effets pervers sur le plan fiscal et, dans l'affirmative, comment les éliminer.

Développement:

La stratégie énergétique de la Confédération et celle du canton prévoient de privilégier les énergies renouvelables. Par ailleurs, le parc immobilier du canton doit à tout prix subir rapidement un assainissement énergétique. Si l'on veut donner un coup de pouce à ces mesures importantes pour la stratégie énergétique, il faut mettre en place des conditions fiscales équitables et transparentes. Qu'ils soient installés sur des bâtiments appartenant à des particuliers ou à des entreprises, les capteurs solaires contribuent amplement au tournant énergétique. Il est donc dans l'intérêt général qu'ils ne soient pas pénalisés fiscalement. L'assainissement énergétique joue également un rôle important dans la baisse de consommation des bâtiments du canton.

Les propriétaires de petites installations touchent aujourd'hui par exemple une rétribution unique et ils peuvent en partie consommer l'énergie eux-mêmes. Ils peuvent déduire de leurs revenus le prix de l'installation (déduction faite de la rétribution unique). Mais si la valeur officielle de l'immeuble ou la valeur locative augmente considérablement, la pose de telles installations présente moins d'intérêt. L'augmentation de la valeur locative n'a aucun sens en particulier dans le cas des installations photovoltaïques, car la consommation d'énergie électrique n'est pas comprise dans le loyer et n'a aucune influence sur le confort ou la qualité du bâtiment. Le canton doit exploiter la marge législative dans l'esprit de la stratégie énergétique et minimiser l'impact fiscal.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est chargé d'examiner si l'installation de système photovoltaïque ou d'autres assainissements énergétiques ont des effets pervers sur le plan fiscal et, le cas échéant, de trouver le moyen de les éliminer.

L'actuelle pratique bernoise d'imposition en matière d'installations photovoltaïque est définie dans le recueil de pratiques fiscales de l'Intendance des impôts¹. Elle reflète les résultats des analyses juridiques de la Conférence suisse des impôts (Analyse sur la qualification juridique fiscale des investissements dans les technologies respectueuses de l'environnement telles les installations photovoltaïques, version actualisée du 3 février 2016).

La latitude fiscale dont disposent les cantons pour favoriser des mesures efficaces répondant à la politique énergétique est circonscrite par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (loi sur l'harmonisation des impôts, LHID). Celle-ci dispose que le Département fédéral des finances (DFF) détermine, en collaboration avec les cantons, dans quelle mesure les investissements destinés à économiser l'énergie peuvent être assimilés aux frais d'entretien immobiliers fiscalement déductibles (cf. art. 9, al. 3, lit. a LHID). Ces règles sont fixées dans l'ordonnance du DFF du 24 août 1992 sur les mesures en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie et du recours aux énergies renouvelables (RS 642.116.1).

La législation fiscale bernoise² exploite tous les moyens légaux que donnent la LHID et l'ordonnance d'exécution ci-dessus pour favoriser les mesures d'économie d'énergie. Toute incitation fiscale plus importante des mesures d'économie d'énergie serait contraire au droit fédéral.

Le gouvernement estime que l'actuelle pratique fiscale en matière d'installations photovoltaïques est équitable et qu'elle n'a aucun effet pervers qu'il serait nécessaire d'éliminer. Il n'y a en particulier pas lieu de craindre que la pose d'une installation photovoltaïque augmente considérablement la valeur officielle ou locative.

- Il ressort du recueil de pratiques fiscales de l'Intendance des impôts évoqué plus haut que l'évaluation officielle porte sur l'immeuble et l'installation photovoltaïque. Celle-ci entraîne donc effectivement une valeur officielle légèrement plus élevée. Mais comme les fonds de financement de l'installation ne sont plus assujettis à l'impôt sur la fortune, la fortune imposable est en fin de compte moins élevée dans la plupart des cas.
- L'installation d'un système photovoltaïque avec rétribution du courant injecté n'augmente pas la valeur locative, qui reste inchangée. Seule la rétribution du courant injecté que perçoit le propriétaire est assujettie à l'impôt sur le revenu. Ne pas l'imposer serait contraire au principe d'égalité de traitement, ainsi qu'à la LHID.
- La valeur locative augmente de manière appropriée lorsque l'installation photovoltaïque est couplée à un système de stockage de l'énergie produite, de sorte que le propriétaire peut consommer tout ou partie de cette énergie pour ses propres besoins. La fiscalité est alors la même qu'en matière d'installations solaires thermiques servant à produire de l'eau chaude (ex: capteurs solaires), qui entraînent également une certaine augmentation de la valeur locative.

En conséquence, le Conseil-exécutif propose le rejet du postulat.

Les dispositions actuelles régissant l'incitation fiscale des mesures d'économie d'énergie seront probablement réexaminées à l'occasion d'une prochaine révision de la loi cantonale sur les impôts. Le 30 septembre 2016, les Chambres fédérales ont en effet adopté la loi sur l'énergie³ et, du même coup, optimisé la déductibilité fiscale des mesures d'économie d'énergie, par modification indirecte de la LHID⁴:

1. A l'avenir, la déductibilité fiscale concernera non seulement les frais de pose d'éléments de construction ou d'installations, mais aussi les frais engagés en vue d'une construction de remplacement.
2. Lorsque l'investissement dans des mesures d'économie d'énergie (plus précisément les frais de démolition en vue d'une construction de remplacement) ne pourra pas être entièrement déduit sur la période fiscale considérée, le solde sera déductible sur les deux périodes fiscales suivantes.

Un comité interpartis a saisi le référendum contre cette loi, qui sera soumise à la votation populaire⁵. Il n'est donc pas encore certain que la loi sur l'énergie entrera en vigueur dans sa forme actuelle.

¹ Voir www.be.ch/taxinfo → Thème «2. Impôt sur le revenu et la fortune», article «Installations photovoltaïques avec rétribution du courant injecté» (art. 25 LI).

² L'ordonnance du 12 novembre 1980 concernant la défalcation des frais d'entretien, d'exploitation et de gérance d'immeubles (OFI; RSB 661.312.51) dispose que les investissements qui favorisent une consommation rationnelle de l'énergie ou le recours aux énergies renouvelables sont des «frais d'entretien» déductibles des revenus. Il s'agit là des frais de remplacement d'installations existantes, mais aussi des frais d'adjonction d'éléments de construction ou d'installations dans des bâtiments existants.

³ <http://www.bfe.admin.ch/energiestrategie2050/index.html?lang=fr>

⁴ Modification de l'article 9, alinéa 3, lettre a et 3^{bis} LHID; cf. texte soumis au vote final: <https://www.admin.ch/opc/de/federal-gazette/2016/7469.pdf>

⁵ <https://loi-energie-non.ch/>

Proposition du Conseil-exécutif:
Rejet

Le président. Der Regierungsrat will das Postulat nicht annehmen. Wir führen eine freie Debatte. Als erstes hat die Postulantin das Wort.

Kornelia Hässig Vinzenz, Zollikofen (PS). Die Antwort der Regierung hat mich erstaunt. Wenn man sie liest, denkt man, alles sei in bester Ordnung. Allerdings empfiehlt die Regierung das Postulat dann mit der erstaunlichen Begründung zur Ablehnung, dass die Thematik bei der nächsten Steuergesetzrevision wieder aufgenommen würde. Wozu denn, wenn doch anscheinend alles gut ist? Es ist jedoch nicht alles gut. In den Ausführungen werden hängige Gerichtsverfahren sowie eine gewisse Intransparenz im Vollzug nicht erwähnt. Da die Regierung offensichtlich diese Transparenz nicht schaffen will, nehmen wir selbst eine kleine Auslegeordnung vor. Auch wir beschränken uns wie die Regierung auf die Photovoltaik-Anlagen (PV-Anlagen). Alleine dazu gibt es genug zu sagen. Die Detektivarbeit war sehr interessant. Wir gehen davon aus, dass auch in anderen Bereichen das eine oder andere Problem ans Tageslicht käme, wenn man genau hinschaute. Alle in der Antwort erwähnten gesetzlichen Grundlagen beziehen sich eigentlich nur auf die Möglichkeiten, wie man die Investitionen in eine PV-Anlage von den Steuern abziehen kann. Dazu gibt es eigentlich gar keine Unklarheiten, denn es wird fast alles vom Bund vorgegeben. Auch das Papier der Schweizerischen Steuerkonferenz, welches erwähnt wird, geht vor allem vertieft auf die Abzugsmöglichkeiten ein. Die amtliche Bewertung, der Eigenmietwert oder die Besteuerung des Ertrags werden auch nur am Rande erwähnt, denn diesbezüglich sind eigentlich die kantonalen Bestimmungen massgebend.

Bezeichnenderweise erwähnt die Regierung keine weiteren rechtlichen Grundlagen. Daraus schliessen wir, dass eigentlich klare kantonale Regelungen fehlen. Somit stützt sich die heutige Besteuerung unseres Erachtens nur auf Praxisfestlegungen. Erwähnt werden diesbezüglich die Fachinformationen auf der Website www.be.ch/taxinfo. Die Regierung nimmt konkret in ihrer Antwort nur drei Punkte auf. Erstens sagt sie, alle PV-Anlagen würden amtlich bewertet. Zum Verwaltungsgerichtsentscheid vom 7. 7. 2014 verliert sie kein Wort. Dieser gelangt nämlich genau zum gegenteiligen Schluss. Zweitens sagt sie, bei PV-Anlagen mit Einspeisevergütung erhöhe sich der Eigenmietwert nicht. Sie äussert sich nicht zu PV-Anlagen ohne Einspeisevergütung. Das sind all jene Anlagen, bei denen man eine einmalige Investition von den Steuern abziehen kann. Wenn man den Strom selber nutzt, erhöht sich der Eigenmietwert. Das betrifft den Grossteil der Anlagen, die sich auf unseren Dächern befinden. Diesen Hinweis findet man übrigens nur in den schätzungs-technischen Weisungen, die nicht öffentlich sind. Überhaupt keine Erwähnung findet die Tatsache, dass die Besitzer aller Photovoltaik-Anlagen auch den Ertrag versteuern müssen.

Nun möchte ich ganz kurz auf den amtlichen Wert bzw. den diesbezüglichen Entscheid eingehen. Die Regierung nimmt nirgends auf diesen Bezug. Es geht dabei um eine Anlage mit kostendeckender Einspeisevergütung (KEV), die sich im Geschäftsvermögen befindet. Die grosse Anlage wurde auf einer Lagerhalle aufgebaut. Das Verwaltungsgericht kommt zum Schluss, dass es sich nicht um ein amtlich zu bewertendes Grundstück handle. Diese Schlussfolgerung wird ausführlich begründet. Auf www.be.ch/taxinfo steht diesbezüglich noch kein Wort. Unterdessen sind mehrere Rekurse hängig bezüglich der amtlichen Bewertung, und die Steuerverwaltung zieht offensichtlich alle Entscheide weiter. Wie mir gesagt wurde, hat sie sogar die Absicht, bis vor das Bundesgericht zu gehen. Bis jetzt hatte das alles Kostenfolgen für den Kanton. Es stellt sich somit die Frage, liebe Kolleginnen und Kollegen, ob wir wollen, dass die Verwaltung dies tut, oder ob wir lieber heute ein Zeichen setzen, dass wir diese Praxis nicht unterstützen und dass wir einheitliche und gute Rahmenbedingungen für alle PV-Anlagen-Besitzer schaffen wollen.

Das Verwaltungsgericht geht bei diesem Entscheid ganz kurz auf PV-Anlagen im Privatvermögen ein. Es sagt, dass man auch eine private Anlage als Nicht-Bestandteil des Gebäudes anschauen könnte und nicht amtlich bewerten müsste. Die Investitionen könnte man dann trotzdem von den Einkommenssteuern abziehen. Dazu bräuchte es nur eine klare Absicht des Gesetzgebers. Das sind wir, die wir hier sitzen.

Fazit: Solange wir nicht die Richtung vorgeben, bestimmt die Finanzverwaltung die Richtung und schöpft den vorhandenen Spielraum aus. Das ist ihr Recht. Dabei scheint sie auch keine gerichtlichen Auseinandersetzungen zu scheuen. Wir erheben keinen Anspruch auf Vollständigkeit unserer Ausführungen. Es zeigt sich einfach, dass Ungereimtheiten vorliegen. Gewisse Dinge werden nicht

gesagt. Wir wollen nun eine transparente Auslegeordnung vornehmen, damit viele Fragen, die noch offen sind, geklärt werden können. Wir wünschen uns, dass Sie dieses Postulat überweisen, damit wir in naher Zukunft faire und einheitliche Rahmenbedingungen festlegen können. Auch die Steuerpraxis muss den Fördergedanken aufnehmen. Das gilt auch im Hinblick auf die vielen grossen Bauernhaus-Dächer. Ihr Potenzial ist wichtig für unsere Energiezukunft.

Le président. Nun hat der Mitpostulant das Wort.

Pierre Masson, Langenthal (PS). Nach den Ausführungen meiner Kollegin möchte ich mich nun vertiefter zum Eigenmietwert äussern. Wie die Regierung festhält, erhöht sich der Eigenmietwert bei einer PV-Anlage mit Einspeisevergütung nicht. In den schätzungstechnischen Weisungen kommt jedoch zum Vorschein, dass sich bei PV-Anlagen ohne KEV der Eigenmietwert erhöht, wenn ein Teil des Stroms selbst genutzt wird. Je mehr Strom genutzt wird, desto stärker steigt der Eigenmietwert. Somit wird ein steuerlicher Anreiz dafür geschaffen, möglichst wenig selber zu nutzen oder, für alle Schlaumeier, möglichst wenig anzugeben. Das ist sicher nicht im Sinne der Energiestrategie des Kantons. Wird bei einer PV-Anlage ohne KEV alles eingespeist und der eigene Bedarf vollständig aus dem Netz bezogen, wird kein Eigenmietwert angerechnet. Warum das? Was der Strom mit dem Eigenmietwert zu tun haben soll, ist uns nicht klar. Dazu wird uns wohl die Regierung weiterhelfen können. Auch bei den Mieterinnen und Mietern sind die Stromkosten nicht in der Miete enthalten. Mit einer PV-Anlage produziere ich meinen Strom selber, aber nicht zum Nulltarif, wie impliziert wird. Vielmehr nehme ich einen gewissen Teil der Investitionen selber in die Hand, anstatt den Strom bei der Elektrizitätsgesellschaft einzukaufen. Unter dem Strich entsteht mit der heutigen Vergütung insbesondere im Kanton Bern, der im schweizweiten Vergleich eher tiefe Tarife hat, wahrscheinlich kein grosser finanzieller Anreiz.

Ein Beispiel aus der Praxis: Ein Bekannter hat kurz nach der Installation auf dem steuerlichen Formular angeben müssen, wie gross der Anteil der Eigennutzung ist. Da er dies im Voraus nicht sagen konnte, strich er das Zahlenfeld durch. Prompt wurden ihm unrealistische 100 Prozent verrechnet, was zu einem Eigenmietwert von rund 1000 Franken geführt hat. Nach einer Einsprache einigte man sich darauf, dass diese Eigennutzung bei 20–30 Prozent liegt. Entsprechend wurde auch der Eigenmietwert auf einen Fünftel reduziert. Man wird einfach den Verdacht nicht los, dass hier nach Steuereinnahmen gesucht wird. Mit der aktuellen Besteuerungssituation wird mein Bekannter seine Investition wenn überhaupt erst in 15–20 Jahren amortisiert haben. Unterhalt und Reparaturen sind dabei nicht eingerechnet.

Zur Besteuerung der Einspeisung: Bei PV-Anlagen mit KEV wird die Vergütung als Einkommen versteuert. Bei Anlagen, die auch zur Deckung des Eigenbedarfs dienen, bestehen verschiedene kantonale Praxen. Während einige Kantone den Nettobetrag besteuern, das heisst die Gesamtvergütung minus den Eigenverbrauch, besteuern andere Kantone nach dem Brutto-Prinzip, das heisst, die Gesamtvergütung wird ungekürzt besteuert. Das ist auch im Kanton Bern der Fall. Ich sehe nun, dass das Lämpchen blinkt, weshalb ich zum Schluss komme. Ich bitte Sie, dieses Postulat anzunehmen, damit wir eine Auslegeordnung machen und das Ganze vertieft anschauen können, und damit uns die Regierung eine einfache, transparente Lösung vorschlagen kann, bei welcher der Fördergedanke klar im Vordergrund steht.

Le président. Wenn es blinkt, dürfen Sie nur noch einen einzigen Satz sagen.

Pierre Masson, Langenthal (PS). Der Kanton würde mit der Annahme dieses Postulats ein starkes Signal aussenden.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionen.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Ich werde mich kürzer fassen und die Redezeit nicht ausschöpfen. Die Begründung des Postulats auf Seite 2 erscheint mir bemerkenswert: Man fürchtet sich vor den Nebeneffekten einer Erhöhung der amtlichen Werte und der Eigenmietwerte. Diese Formulierung ist nicht auf unserem Mist gewachsen. Man stellt konkrete Fragen und will wie gesagt wissen, ob es Nebeneffekte gebe, und wie man diese gegebenenfalls beheben könne. Die Regierung gibt eine konkrete Antwort und sagt, die Befürchtungen seien übertrieben, und der Spielraum sei ausgeschöpft. Man solle die Steuergesetzrevision abwarten. Das ist eigentlich stringent. Ich denke, man kann es viel einfacher machen: Man hat zwei konkrete Fragen gestellt und einen Prü-

fungsauftrag erteilt. Die Antworten sind klar. Man kann aus unserer Sicht das Postulat annehmen, aber da es bereits erfüllt ist, kann man es zugleich abschreiben. Die richtige Lösung besteht somit in einer Annahme und gleichzeitigen Abschreibung des Postulats.

Le président. Somit liegt ein Antrag auf Abschreibung vor.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Als erstes möchte ich eine Interessenbindung bekannt geben. Ich bin zurzeit noch Präsident der Schweizerischen Vereinigung für Sonnenenergie. Somit habe ich ein gewisses Interesse an einer fairen und transparenten Besteuerung von Solaranlagen. Diese Thematik ist in der Tat komplex. Wir haben vorhin von den Postulanten gehört, wie komplex diese Angelegenheit ist, und welche offenen Fragen es gibt. Ich möchte hier nicht ins Detail gehen. Grundsätzlich geht es darum, wann, wo und für welche Anlagen welche Steuern angebracht sind. Es liegen uns Fälle vor, in denen dies überhaupt nicht klar ist. Obwohl teilweise Entscheide des Verwaltungsgerichts vorliegen, werden diese in der Praxis im Kanton Bern nicht umgesetzt, im Gegensatz zu anderen Kantonen.

Uns Grünen sind folgende Ziele wichtig: Die Anwendung der erneuerbaren Energien soll nach wie vor gefördert werden. Die bewusst geschaffenen Anreize für die Förderung dieser Energien sollen nicht durch die Hintertüre durch Steuern wieder weggefressen werden. Dabei soll aber die Gleichbehandlung von Steuerpflichtigen gewährt bleiben, und es sollen sonnenklare Regeln für die Steuerbehörden vorliegen. Im Verlauf von Diskussionen mit den Steuerbehörden haben wir festgestellt, dass diese intern selber nicht ganz sicher sind, wie sie diese Anlagen bewerten sollen. Deshalb wäre es auch für die Mitarbeitenden der Steuerbehörden hilfreich, wenn sie klare Regeln hätten. Nochmals: Es geht um den Erhalt der erwähnten Anreize, und nicht um eine Gewinngarantie oder Gewinnmaximierung für die Produzenten von Solarstrom. Es sollen nicht an der Steuerverwaltung vorbei Gewinne gemacht werden. Es braucht eine Gleichbehandlung mit den übrigen Besteuerungen von Einnahmen und Werten. Aus diesem Grund ist es sinnvoll, eine Auslegeordnung vorzunehmen und die Fakten, wie die Postulantin gesagt hat, einmal darzulegen. Wir schlagen vor, das Ganze mit einigen typischen Zahlenbeispielen zu ergänzen, damit man das wirklich nachvollziehen kann. Die grüne Fraktion unterstützt das Postulat.

Markus Wenger, Spiez (PEV). «Wenn ich gewusst hätte, was dies für meine Steuern bedeutet, [...]». So beginnen viele Aussagen meiner Kunden, die auf ihren Hausdächern eine PV-Anlage installiert haben. Mit diesem Postulat könnte man Klarheit schaffen, sodass auch wir als Unternehmer, die mit diesem Bereich zu tun haben, den Kunden sagen können, wie die Fakten liegen. Es gibt Anlagen mit KEV und mit einer wiederkehrenden Vergütung oder mit KEV und einer einmaligen Vergütung, oder auch Anlagen ohne KEV. Die Energiestrategie will nicht die «Subventionitis» fördern. Die KEV soll lediglich eine Übergangsregelung sein. Die Zukunft der Energiegewinnung auf dem Dach gehört in die Eigenverantwortung. Darum ist es sinnvoll, dass in jedem Fall geklärt ist, ob eine PV-Anlage ein Teil des Hauses ist oder eine Anlage, die ins Haus kommt. Genau diese Fragen müssen wir klären. Deshalb unterstützt die EVP dieses Postulat.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Eigentlich ist es schon klar, dass man dieses Postulat annehmen muss, wenn man die Antwort liest. Auch soll man es sicher nicht abschreiben. Man bezieht sich auf Ausführungsbestimmungen oder auf Verordnungen aus den Jahren 1980 und 1992. Die Welt hat sich seither betreffend die PV ein wenig geändert. Heute unterscheidet man in den «Steuermonstern», die man geschaffen hat, zwischen einer KEV-Anlage und einer Nicht-KEV-Anlage sowie zwischen Anlagen im Geschäfts- und solchen im Privatvermögen. Weiter ist relevant, ob man eine Eigenverbrauchsregelung hat oder eine volle Einspeisung. Dabei geht es um nichts anderes als um eine Anlage, die Strom produziert. Es ist dringend nötig, dass sich die Verwaltung von dem alten Bild löst, dass eine PV-Anlage ein Teil des Gebäudes sei, die irgendein Wunder vollbringt. Wir wollen doch alle die Energiewende umsetzen und dabei von den Subventionen wegkommen und die Eigenproduktion fördern. Es kann doch unter diesen Umständen nicht sein, dass wir gleichzeitig Steuersysteme am Leben erhalten, die dem komplett entgegenwirken. Wir müssen vielmehr die Rahmenbedingungen so einfach halten, dass jemand ohne Ingenieur an seiner Seite mit dem Taschenrechner ein paar Zahlen zusammenrechnen und sagen kann, ob sich eine Anlage rentiert oder nicht. Ich bin der erste, der mithilft, in diesem Bereich die Subventionen zu kürzen, wenn man gleichzeitig damit aufhört, das Geld hintenherum über die Steuern wieder einzunehmen. Wir brauchen einfache Lösungen, geschätzte Kolleginnen und Kollegen.

Nun zu Ihnen, die diesen Vorstoss abschreiben wollen: Wir dürfen diesen Vorstoss nicht abschreiben, denn die Welt hat sich gewandelt. Wir müssen ganz dringend hinschauen und einfache Rahmenbedingungen schaffen. Nur so können wir die Energiewende ohne Subventionen schaffen. Nun noch ein kleiner Tipp: Behandeln wir die PV-Anlagen als Maschinen zur Stromproduktion, damit haben wir eigentlich schon das ganze Problem gelöst.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Die BDP-Fraktion hat sich schon immer für eine faire Besteuerung von Anlagen sowie Sanierungen im Bereich der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien eingesetzt. Im Gegensatz zur Regierung sind wir nicht der Meinung, dass dies überall der Fall ist. Wir haben jetzt nur über die PV-Anlagen gesprochen. Es gibt aber auch thermische Solaranlagen, bei denen es heute anders gehandhabt wird. Diese werden an den amtlichen Wert und anschliessend an den Eigenmietwert angerechnet. Wir sind auch der Meinung, dass wir nicht warten müssen, bis irgendeine andere gesetzliche Regelung geschaffen wurde. Wir müssen dieses Problem im Kanton Bern selber angehen. Auch wir sind generell für Anreize, und nicht für Subventionen. Dann müssen wir eben schauen, dass diese Anreize erhalten bleiben. In diesem Sinne ist die BDP-Fraktion einstimmig für die Annahme dieses Postulats. Über die Abschreibung haben wir uns nicht unterhalten, aber ich nehme an, dass wir nicht abschreiben wollen.

Hans Jörg Rügsegger, Riggisberg (UDC). Erstaunlicherweise hat dieses Postulat bei uns einiges zu diskutieren gegeben. Das gilt auch für die Antwort des Regierungsrats. Doch dann haben Mitglieder unserer Fraktion Beispiele aus der Praxis genannt. Diese haben wir zusammen mit der Antwort des Regierungsrats, den Entscheiden des Verwaltungsgerichts und den hängigen Gerichtsverfahren angeschaut. Dabei sind wir grossmehrheitlich zum Schluss gekommen, dass es richtig ist, dieses Postulat zu unterstützen. Es wird einige Gegenstimmen und Enthaltungen geben. Über die Abschreibung haben wir auch nicht gesprochen. Ich denke aber, dass wir mehrheitlich nicht abschreiben wollen.

Daniel Hügli, Bienne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt dieses Postulat und bittet Sie, es nicht abzuschreiben. Was die Postulantin und der Postulant sowie die meisten Vorredner gesagt haben, widerspricht dem, was die Regierung schreibt. Es geht darum, negative Steuereffekte zu vermeiden. Wir sehen, dass ein Handlungsspielraum besteht und der gesetzliche Rahmen nicht ausgereizt ist. Wir sehen auch, dass hier Handlungsbedarf besteht, und dass wir alle im Kanton Bern die erneuerbaren Energien fördern wollen. Auch die Bürgerlichen sind selbstverständlich dafür, steuerliche Anreize für Private zu schaffen. Ich werde den Eindruck nicht los, dass der Regierungsrat eigentlich keine weiteren Abklärungen vornehmen will, obwohl er sagt, dass er dies nicht tun könne. Deshalb ist es wichtig, dass wir dieses Postulat überweisen und es nicht abschreiben.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil / Schwarzenbach (UDF). Wenn wir etwas fördern wollen, dann müssen wir es nicht steuerlich bestrafen. Es ist widersprüchlich, auf der einen Seite zu subventionieren und auf der anderen Seite zu besteuern. Deshalb unterstützt die EDU dieses Postulat und schreibt es nicht ab.

Le président. Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen und Einzelsprechern.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (UDC). Ces dernières années, un grand nombre d'installations photovoltaïques ont été mises en place et c'est une bonne chose dans le contexte énergétique dans lequel nous vivons. Nous devons trouver des solutions aux différents changements qui nous attendent. Plusieurs incitations ont été faites pour promouvoir l'énergie photovoltaïque et de nombreux particuliers ont fait des efforts importants pour mettre en place une installation et ils sont fiers de participer à trouver des solutions durables pour un avenir énergétique responsable. Cet enthousiasme est soudainement coupé lorsque vient l'adaptation de la valeur officielle liée à la nouvelle installation. Le Conseil-exécutif, dans sa réponse, dit que la valeur officielle est légèrement plus élevée. Or, la réalité est très différente, elle est pratiquement 1 à 1. En tout cas pour ce qui me concerne, l'installation par rapport à la valeur officielle est de 93 pour cent du prix d'investissement. Cette pratique est inacceptable, c'est pourquoi je soutiens le postulat et vous invite à en faire de même.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Auch ich plädiere ganz klar für die Annahme dieses Postulats, und zwar aus folgendem Grund: Ich denke, wir sprechen hier über einen jener Bereiche, in denen das Gesetz von der technologischen Entwicklung eingeholt wird. Was ist eine PV-Anlage? Viele stellen sich Solarzellen vor, die auf ein Dach montiert wurden. Doch heute sind PV-Anlagen vielfach Bauteile des Dachs oder der Fassade. Die Steuerungselemente werden immer weiterentwickelt – so genannte Smartgrid-Elemente. Ich denke, es besteht ein dringender Handlungsbedarf. Wir müssen Rechtssicherheit schaffen. Man will staatliche Erleichterungen gewähren, etwa beim Baubewilligungsverfahren. Weiter hat man privilegierte Abschreibungssätze für Abschreibungen im Geschäftsvermögen vorgesehen. Nun muss man die Besteuerung dieser Anlagen einmal seriös überprüfen. Deshalb bitte ich Sie dringend, dieses Postulat zu überweisen.

Le président. Es liegen keine weiteren Anmeldungen vor. Damit hat die Frau Regierungspräsidentin das Wort.

Beatrice Simon, directrice des finances. Ich sehe, dass ich gewissermassen «allein auf weiter Flur» stehe. Doch eigentlich hat es die Postulantin auf den Punkt gebracht: Wir sind bereits so weit, dass sich die Gerichte mit diesen Entscheiden befassen. Es ist nicht so, dass die Verwaltung irgendetwas tut oder unterlässt, weil sie sich nicht mit der Frage der amtlichen Neubewertung auseinandersetzen will. Es ist vielmehr so, dass wir aufgrund des Steuerharmonisierungsgesetzes in dieser Hinsicht sehr enge Vorgaben haben. Wir haben die amtliche Bewertung in diesen speziellen Fällen angepasst. Es gab eine Einsprache, und die Angelegenheit landete bei der Steuerrekurskommission. Jetzt wird sie vor dem Verwaltungsgericht verhandelt. Die vorhandenen Differenzen müssen bereinigt werden. Wenn einmal klar ist, wie es weitergeht, kann man die nächsten Schritte angehen.

Der Regierungsrat lehnt dieses Postulat ab. Was hätte eine Annahme zur Folge? In diesem Fall müssten wir wieder einen Bericht verfassen und darlegen, wo welche Probleme bestehen und wie man diese lösen könnte. Damit hätten Sie lediglich die Verwaltung beschäftigt, denn wir befinden uns bereits in jener Phase, wo mittels Gerichtsentscheiden festgelegt wird, in welche Richtung es in Zukunft gehen soll. Deshalb braucht es dieses Postulat eigentlich nicht. Der Prozess ist sowieso im Gange, weil einerseits Gerichtsurteile ausstehen und andererseits das Energiegesetz sicher auch entsprechende Änderungen mit sich bringen wird, welche wiederum im kantonalen Steuergesetz berücksichtigt werden müssen. Wenn Sie also das Postulat annehmen wollen, um ein Zeichen zu setzen, dann schreiben Sie es bitte gleichzeitig ab, denn es ist sowieso vieles in Bewegung. Ich bitte Sie, die Verwaltung nicht unnötig zu beschäftigen.

Le président. Die Postulantin wünscht nochmals das Wort.

Kornelia Hässig Vinzens, Zollikofen (PS). Ich freue mich über die Äusserungen der grossen Mehrheit und hoffe, das Votum der Frau Regierungspräsidentin habe die Stimmung nicht gekippt. Die Steuerrekurskommission stützt diese Beschwerden. Die Verwaltung zieht die betreffenden Entscheide weiter. Das Verwaltungsgericht stützt die Beschwerden ebenfalls, und die Fälle werden erneut weitergezogen. Ich sehe deshalb nicht unbedingt, dass die Verwaltung diesem Anliegen gegenüber wohlwollend gesinnt ist.

Le président. Wir stimmen nun über das Postulat ab. Wenn dieses angenommen wird, befinden wir anschliessend über dessen Abschreibung. Wer das Postulat annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 144

Non 0

Abstentions 0

Le président. Sie haben das Postulat einstimmig angenommen. Wer das Postulat abschreiben will, stimmt ja, wer es nicht abschreiben will, stimmt nein.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 20

Non 126

Abstentions 0

Le président. Sie haben die Abschreibung abgelehnt. Ich kann Ihnen an dieser Stelle die Resultate der Wahlgeschäfte bekanntgeben.

Résultat de l'élection d'un membre suppléant PS-JS-PSA à la CSoc, affaire 2017.RRGR.93

Bulletins distribués: 139, bulletins rentrés: 139, dont 9 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte: 130, majorité absolue: 66. Est élu:

Meret Schindler par 130 voix

Résultat de l'élection d'un membre suppléant UDF à la CSoc, affaire 2017.RRGR.85

Bulletins distribués: 139, bulletins rentrés: 138, dont 3 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte: 135, majorité absolue: 68. Est élu:

Samuel Kullmann par 135 voix

Résultat de l'élection d'un membre PS-JS-PSA de la CIAT, affaire 2017.RRGR.84

Bulletins distribués: 139, bulletins rentrés: 139, dont 8 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte: 131, majorité absolue: 66. Est élu:

Kornelia Hässig Vinzens par 131 voix

Résultat de l'élection d'un membre suppléant PS-JS-PSA de la CIAT, affaire 2017.RRGR.94

Bulletins distribués: 139, bulletins rentrés: 139, dont 9 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte: 130, majorité absolue: 66. Est élu:

Stefan Jordi par 130 voix

Résultat de l'élection d'un membre suppléant germanophone de la Cour suprême pour la période jusqu'au 31.12.2022, affaire 2017.RRGR.82

Bulletins distribués: 147, bulletins rentrés: 147, dont 3 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte: 144, majorité absolue: 73. Est élu:

Christoph Horisberger par 144 voix

Résultat de l'élection d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée germanophone du Tribunal de la protection de l'enfant et de l'adulte pour la période jusqu'au 31.12.2018, affaire 2017.RRGR.87

Bulletins distribués: 147, bulletins rentrés: 147, dont 11 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte: 136, majorité absolue: 69. Est élu:

Kurt Bachmann par 112 voix

Marco Caluori obtient une voix, Piero Francesco Catani 23

Résultat de l'élection d'un juge ou d'une juge germanophone d'autorité régionale de conciliation spécialisé dans les litiges relevant du droit du bail pour la période jusqu'au 31.12.2022, affaire 2017.RRGR.89

Bulletins distribués: 147, bulletins rentrés: 147, dont 3 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte: 144, majorité absolue: 73. Est élu:

Alexandra Albisser par 144 voix

Le président. Ich gratuliere herzlich. (*Applaudissements.*)